

National 3

**Aide internationale:
la dépendance sous
toutes ses formes**

Agriculture 5

**Le gouvernement
Suisse persiste avec
l'accord Mercosur**

International 10

**Guerre en Ukraine:
le réveil douloureux
de l'Europe**

À écouter 15

**Bad Bunny:
musique populaire
et resistance**

Édito

Les États-Unis à l'aube du fascisme

Le premier mois du second mandat présidentiel de Donald Trump amorce un changement de régime politique aux États-Unis, qui parachève la fascisation de la prétendue « *plus vieille démocratie du monde* ».

Les références positives aux fascismes historiques se multiplient de la part du camp trumpiste, relayées sans critique par les médias mainstream. Aux USA comme en-dehors, ces appels du pied font glisser les frontières du dicible encore plus à droite. Le devenir-fasciste du régime ne réside toutefois pas seulement dans les discours de son nouveau gouvernement, mais bien dans sa politique intérieure et extérieure, soutenue par le capital.

Son passage en force sur le plan exécutif (avec une série de décrets réactionnaires) et son agressif repositionnement de l'impérialisme étasunien (sortie de la collaboration internationale comme de l'aide au développement) doivent toujours être analysés ensemble : le second est un déversoir pour les contradictions internes à la société étasunienne que renforce le premier. Le retour brutal à l'unilatéralisme vise en effet à consolider les intérêts du pays face à la puissance économique de la Chine, afin de garantir la stabilité d'une structure de classe étasunienne particulièrement fragilisée.

C'est bien là le cœur de la politique fasciste : consacrer



8 MARS 2025

TOUSTES DANS LA RUE CONTRE LE FASCISME!

Queer

12-13

LA TRANSPHOBIE, CHEVAL DE TROIE DES IDÉES RÉACTIONNAIRES

la primauté suprême des intérêts nationaux pour cimenter la hiérarchie sociale du pays.

Les tractations avec la Russie pour le dépeçage de l'Ukraine – et le piétinement officiel de toute aspiration du peuple ukrainien à se libérer de l'oppression russe – s'inscrivent également dans la recherche d'un compromis inter-impérialiste. En parallèle, l'immixtion dans la politique européenne vise à maintenir le Vieux continent dans la position subalterne du « petit frère » occidental – et à désamorcer toute résistance potentielle de sa part. La broligarchie au pouvoir soutient dans ce but ouvertement ses partenaires européens de la nouvelle internationale fasciste dans leur abordage du pouvoir.

Les gesticulations trumpistes en matière nationale et internationale ne seraient rien sans le soutien plein et entier du grand capital. Auparavant (légèrement) hostile vis-à-vis d'un Trump alors considéré comme excessif, le capital monopolistique de la tech s'est désormais rangé derrière le trumpisme du capital fossile de la première heure. Sans ce réalignement unanime du patronat occidental (et pas seulement étasunien), Trump n'aurait pas pu passer des mots aux actes.

Les quelques obstacles sur la route de ce nouveau fascisme semblent dérisoires. Au sein du camp trumpiste, des tensions existent entre alt-right et techno-fascistes, mais il semble périlleux de compter dessus pour que s'effondre le pouvoir présidentiel. Sur le plan intérieur, l'opposition démocrate reste toujours absente, tandis qu'aucune contestation populaire d'envergure ne semble émerger. Seule l'entrave au repositionnement impérialiste des Etats-Unis pourrait enrayer leur fascisation, en jugulant l'extériorisation de la conflictualité nationale pour ouvrir la porte à une restructuration de l'opposition.

Toutefois, les puissances européennes et émergentes ne s'engageront jamais spontanément dans cette voie. Seule une mobilisation populaire internationaliste pourrait les y forcer. Toutes les composantes du mouvement social devront y œuvrer, comme l'ont bien compris les militantes de la Grève féministe qui ont placé le 8 mars 2025 sous le signe de l'antifascisme.

Antoine Dubiau

AGENDA

Genève

SA 14 MARS
MANIFESTATION POUR DÉNONCER LA SITUATION EN RDC
14 h rue du Mont-Blanc

ME 26 MARS
LE FIL ROUGE
Projection de *Princesse Mononoké* de Hayao Miyazaki (JP, 1997, 134')
18 h 30 Fonction cinéma

Neuchâtel

VE 28 FÉV.
– NOMMER LES NATURES
Visite guidée de l'exposition. Inscrivoi à ne@solidarites.ch. Places limitées
18 h Musée d'Histoire Naturelle, Neuchâtel
– DÉ/POST-COLONIALISME
Discussion animée par Larissa Tiki Mbassi, doctorante en histoire contemporaine à l'Université de Fribourg
19 h Foyer de la Maison du Concert, Neuchâtel

SA 8 MARS
DÉBAT PUBLIC ENTRE CANDIDATES AUX ÉLECTIONS CANTONALES
Suivie d'un apéro
10 h 30 ABC, La Chaux-de-Fonds
Org.: ADF – Association pour les Droits des Femmes

MA 11 MARS
NUMÉRIQUE À L'ÉCOLE ET ENJEUX SOCIÉTAUX
Table ronde romande
19 h Mille-Boilles 4, Neuchâtel

Vaud

SA 15 & DI 16 MARS
CONTRE-SOMMET SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES
Conférences, débats et tables rondes à l'occasion du *Commodities Global Summit*
Pôle Sud, Lausanne
Org.: Stop-Pillage

National

VE 16 → DI 18 MAI
UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE SOLIDARITÉS
Torgon (Valais)

NATIONAL SA 8 MARS

MANIFESTATION POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES FÉMINISTES

Genève	15 h	Rue du Mont-Blanc
Neuchâtel	16 h 30	Place de Pury
Lausanne	15 h 30	Esplanade de Montbenon

NEUCHÂTEL ÉLECTIONS CANTONALES DI 23 MARS

VOTEZ ET FAITES VOTER LA LISTE 55

VILLE DE GENÈVE ÉLECTIONS MUNICIPALES DI 23 MARS

VOTEZ ET FAITES VOTER LA LISTE 1

ENSEMBLE À GAUCHE UNION POPULAIRE

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!
→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum	Tirage
5 000 exemplaires	17 n° par an
Editeur	Comité éditorial
Journal solidarités	Clara Almeida Lozar
Case postale 2089	Nadia Badoui
1211 Genève 2	Clément Bindschadler
T +41 22 740 07 40	Antoine Dubiau
E journal@solidarites.ch	Guillaume Matthey
W solidarites.ch/journal	
	Carl Studer
	Noémie Rentsch
	José Sanchez
	Thomas Vachetta
	Leon Violet
	Relecture
	Iuna Alloua
	Pierre Conscience
	Nathalie Delbrout
	Anouk Essyod
	Zelle Stauffer
	Manolo Vuorrier
	Françoise Wos
	Miquette et mise en page
	Niels Wehrspann
	Couverture
	Niels Wehrspann en collaboration avec Zélyg Gremion

Abonnements

Animal	fr.	80
Etudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...		40
Soutien		150
3 mois à l'essai		Gratuit!
Pour payer:	CCP 17-216950-1	
	IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1	
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:		
	abos@solidarites.ch	

Contacts régionaux du mouvement

Genève	25, rue des Gares
Case postale 2089	1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40	E info@solidarites.ch
E info@solidarites.ch	W solidarites.ch/genève
Neuchâtel	Case postale 3105
2001 Neuchâtel	T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch	E ne@solidarites.ch
E ne@solidarites.ch	W solidarites.ch/ne
Vaud	5 place Chauderon
1003 Lausanne	T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch	E vaud@solidarites.ch
E vaud@solidarites.ch	W solidarites.ch/vaud



Intervention du Corps suisse d'aide humanitaire au Vietnam après le typhon Yagi, septembre 2024

National International

AIDE INTERNATIONALE: LA DÉPENDANCE SOUS TOUTES SES FORMES

De la sidération face aux décisions du gouvernement Trump à la responsabilité de la Suisse dans la réduction de l'aide internationale: comment réagir ?

Les annonces des coupes prévues par l'administration Trump dans l'aide internationale se multiplient et nous sidèrent, autant que ses décisions de retrait des organismes internationaux (par exemple de l'Organisation mondiale de la santé – OMS) ou du financement d'agences onusiennes (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés par exemple). Et les montants sont colossaux: par exemple, les USA financent près d'un tiers du budget global onusien (28 %).

La Suisse et l'Europe se réveillent et découvrent qu'au-dessus de l'ONU, de l'OMS, au-dessus même des armées, règnent les USA. Et c'est la panique pour les ONG qui dépendent de près ou de loin de ces fonds et qui travaillent en collaboration avec des organismes étatsuniens (comme USAID par exemple) ou des Nations unies.

Une dépendance qui questionne

Ce coup de semonce arrive à la fin d'un long processus issu de notre histoire profondément inégalitaire, fondée sur un passé colonial et pose question. La survie des personnes – par des actions aussi diverses que l'accès aux soins, à l'éducation, à la nourriture, à un environnement sain, à un travail décent, etc. – peut-elle vraiment dépendre d'un flux d'argent du Nord au Sud? Peut-on encore prétendre que les anciennes dépendances de pays colonisés envers les pays colonisateurs ont disparu, lorsque ces flux d'argent sont soumis à de drastiques et avilissantes exigences administratives, bureaucratiques et politiques?

Cette aide internationale qui frôle le paternalisme, impose des exigences tout en se permettant de choisir qui sera aidé et qui ne le sera pas, ce n'est pas de la solidarité. Elles sont rares les ONG

qui décident réellement d'appuyer des collectifs qui s'organisent et défendent les mêmes idées politiques et sociales. Ces organisations-là¹ tentent de travailler en collaboration avec leur partenaire, sans imposer de cadre, sans choisir les activités qui seront mises en place.

Dans le capharnaüm mondial: n'oublions pas les responsabilités de la Suisse

Mais les décisions brutales du gouvernement Trump de couper dans l'aide internationale soulèvent un second malaise. Parce qu'avant l'élection de Trump, nous les avons déjà prises. Début 2024, le Conseiller fédéral en charge de la Coopération suisse, Ignazio Cassis, annonçait son intention de couper tout soutien aux populations d'Amérique latine, alors que les besoins du continent sont encore criants.

Dans la « stratégie de coopération internationale 2025-2028 », également rédigée par Cassis et qui définit les priorités de la Suisse dans l'aide humanitaire et au développement, trois buts sont valorisés: répondre aux besoins des populations, tenir compte de la valeur ajoutée concrète de la Suisse, et inclure les intérêts à long terme de la Suisse (un ordre international juste et pacifique, un cadre économique stable, la réduction de la migration irrégulière ou encore un développement durable au niveau mondial).

On comprend alors le choix du retrait d'Amérique latine: les migrant-es qui tentent de franchir la Méditerranée pour entrer en Europe proviennent rarement d'outre Atlantique... Et on réalise aussi la portée de l'ingérence politique de Cassis dans le travail des associations.

De son côté, le Parlement fédéral a entériné les coupes de l'aide internationale suisse: 110 millions de francs en moins dans le budget 2025 et 321 millions de francs dans le plan financier 2026-2028. Des coupes décidées notamment en faveur de... l'Armée suisse! Sans parler du vote à venir du Parlement en mars prochain, qui risque bien de couper purement et simplement le financement de l'UNRWA, qui appuie les réfugié-es palestinien-nes à Gaza et ailleurs.

Face à la violence trumpiste, réagissons!

Les dirigeant-es suisses se montrent décidés à réduire l'aide internationale, peut-être pas autant que les USA, mais déjà à une hauteur effrayante de conséquences pour les personnes concernées. C'est pourtant tout le contraire que nous devrions attendre de la part de gouvernements qui prétendent défendre des « valeurs humanitaires » et la « démocratie ». Ne serait-ce pas le moment de se montrer solidaire, en inversant la tendance trumpiste?

Non bien sûr car, à nouveau, aide humanitaire ne signifie pas solidarité. La vraie solidarité viendra, comme toujours, d'en bas, des sociétés civiles, de la population. Alors, à nous de réagir!

Aude Martenot

¹ C'est le cas par exemple de la Centrale Sanitaire Suisse, qui s'est formée en 1937 pour soutenir les brigades internationales en Espagne et combattre Franco. La Centrale (depuis devenue Centrale Sanitaire Suisse Romande – CSSR) affirme ses positions politiques de gauche à travers des choix de ses partenaires en Amérique latine et en Palestine.

PHILIPPE LAZZARINI, FUTUR CITOYEN DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS?

La manifestation de soutien au peuple palestinien du 9 octobre 2024 à Neuchâtel fut suivie de deux initiatives.

Tout d'abord, une pétition adressée aux élu-es neuchâtelois-es demandant le cessez-le-feu, le rétablissement de l'aide suisse à l'UNRWA, la reconnaissance de l'État de Palestine, la condamnation des violations des droits humains commises par Israël, la fin des collaborations militaires et des relations économiques avec ce pays. Cette pétition fait actuellement l'objet d'un examen par une commission du Grand Conseil. Il sera intéressant de voir quelles suites lui seront données.

Par ailleurs, le Collectif Action Palestine (Neuchâtel) a déposé auprès du Conseil général de La Chaux-de-Fonds une motion populaire dûment motivée demandant de décerner la citoyenneté d'honneur de cette ville au commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini (celui-ci étant ressortissant chaux-de-fonnier), en raison du travail humanitaire qu'il a effectué depuis des années.

Cette motion populaire a été traitée par le Conseil général (délibératif) lors de sa séance du 20 février 2025.

Après un véhément tir de barrage de la droite (PLR, UDC, Centre et Vert'libéraux), la motion fut finalement acceptée par 23 voix (PS, Vert-es, POP) contre 16 refus (émanant des élu-es de droite) et 1 abstention.

Suite à ce vote positif, l'exécutif communal est chargé d'établir un rapport motivant l'octroi de la citoyenneté d'honneur à Philippe Lazzarini, rapport qui sera ensuite soumis au Conseil général.

Hans-Peter Renk



Salle pleine en soutien au professeur Daher lors de la conférence de presse organisée par le syndicat SSP, Lausanne, 20 février 2025

Vaud

Éducation

National

UNE FIN DE CONTRAT AUX ALLURES DE RÉPRESSION

À la suite des mobilisations étudiantes à l'Université de Lausanne (Unil) en soutien à la Palestine, la direction a publié mi-janvier un rapport concluant que l'établissement doit suspendre ses accords avec les institutions universitaires israéliennes coupables de violation des droits humains. Deux semaines à peine après cette victoire importante, la direction procède à un licenciement politique qui ne dit pas son nom, celui du professeur Joseph Daher.

Le 30 janvier, la direction de l'UNIL annonçait le « non-renouvellement » du contrat du professeur invité d'histoire contemporaine Joseph Daher, prenant effet dès le lendemain. Quelques mois plus tôt, en octobre 2024, une enquête administrative avait été ouverte contre lui au motif du prêt de sa *campus card* (carte d'accès des membres de l'Université) à une étudiante externe durant l'occupation étudiante du bâtiment Géopolis en mai 2024.

Une enquête qui n'a finalement pas donné lieu à des sanctions mais qui est suivie de près par l'annonce de la suspension de son contrat; avec pour effet l'annulation de dernière minute d'un cours d'histoire contemporaine des relations internationales au semestre de printemps 2025 et l'arrêt brutal de la supervision des mémoires de master dont il était en charge.

Dès l'annonce publique de l'affaire, une vague de soutien est venue des enseignant-exs et des chercheur-sexs de l'Unil et d'autres universités suisses ou internationales, des syndicats, des étudiant-exs ou encore des camarades de solidaritéS, où

Joseph Daher milite depuis de nombreuses années. Des pétitions circulent dans le monde académique pour exiger sa réintégration. Le Conseil de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Unil est unanime sur le cas.

La conférence de presse organisée par le syndicat SSP-Hautes Écoles le 20 février dernier a attiré une foule très nombreuse. Les soutiens du professeur Daher dénoncent le caractère arbitraire de la décision, qui semble motivée par son soutien au mouvement étudiant pour la Palestine, notamment durant l'occupation.

Ainsi, la seule charge avancée au cours de l'enquête lancée en octobre 2024 laisse dubitatif: si le fait de prêter sa *campus card* est en effet contraire au règlement, différentes sources relèvent qu'il s'agit d'une pratique courante. Cette décision est également prise dans un contexte précis: depuis l'automne 2023 et ses déclarations dénonçant le génocide à Gaza, Joseph Daher est la cible d'attaques médiatiques honteuses et diffamatoires, mais classiques dans ce genre de cas, l'accusant d'antisémitisme, de militantisme, de propagande ou d'être un agitateur.

LE GROUPE REGARDS CRITIQUES (GRC) OFFRE L'ASILE ACADÉMIQUE À JOSEPH DAHER!

À la suite de son cours introductif du 20 février sur la chute du régime de Bachar al-Assad, Joseph Daher poursuit son cours sur l'histoire des relations internationales avec un cycle de conférences intitulé « Dynamiques politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ».

Tous les lundis, 16h – 18h, Géopolis

Une autre accusation adressée à Joseph Daher dans les médias est celle d'imposer son point de vue dans le cadre de ses enseignements et de manquer à la « neutralité académique ». Une accusation à géométrie variable qui ne semble par exemple ne pas s'appliquer aux écoles HEC avançant depuis des décennies les effets positifs du néolibéralisme sur l'économie, mais surtout aux prises de position concernant le crime génocidaire à Gaza, dénoncé notamment par des rapports de la CIJ.

Marie Jolliet Margaux Bezençon

SOURD AUX CRITIQUES, LE GOUVERNEMENT SUISSE PERSISTE AVEC L'ACCORD MERCOSUR

Alors que les premières négociations de l'accord de libre-échange entre le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) et l'AELE (Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein) ont abouti en 2019, la Suisse souhaite accélérer le processus pour que l'accord final soit signé dans le courant de l'année 2025. Cela en dépit des protestations du monde paysan, qui réclame une agriculture locale, accessible à tous·tes et rémunératrice. Si l'accord est conclu, il entrera en vigueur après ratification par tous les États membres.

La Suisse a un profond intérêt économique dans cet accord. À terme, environ 95 % de ses exportations vers les pays du Mercosur seraient exonérées de droits de douane, générant une économie annuelle estimée à 180 millions de francs. Mais cet accord ne se limite pas aux avantages tarifaires : il ouvre également un marché considérable à l'industrie suisse. En 2023, la Suisse a exporté pour plus de 3,6 milliards de francs de marchandises vers le Mercosur, qui compte près de 280 millions d'habitantes, tandis que ses importations se sont élevées à 648 millions de francs. Mais à quel prix ?

Une menace pour le monde agricole

L'ouverture des marchés fait la joie des milieux économiques, mais le cauchemar du monde agricole. Il prévoit notamment des concessions sur la viande, le vin rouge et certains fourrages en échange d'un accès préférentiel pour les exportations suisses de fromages, de boissons et de produits agroalimentaires. L'arrivée de produits agricoles à bas prix, rendus plus compétitifs par des normes de production moins contraignantes, créerait une concurrence déloyale qui pèserait lourd sur le dos des agriculteur·ices, déjà confronté·es

à des conditions économiques et sociales très difficiles.

Un danger pour l'environnement et le climat

Cette course à la compétitivité dans un marché toujours plus concurrentiel et libéralisé, risque également d'encourager un affaiblissement des normes environnementales et sanitaires, notamment par la poursuite de l'utilisation de pesticides dangereux pour l'environnement et l'humain. Par ailleurs, les associations environnementales alertent sur les conséquences de l'accord : la hausse des exportations de fourrage et de viande, favorisée

par l'octroi de tarifs préférentiels, aggraverait la déforestation dans les pays du Mercosur, en particulier en Amazonie. Alliance Sud, membre de la Coalition suisse sur le Mercosur a estimé que l'accord conduirait à une augmentation de 15 % des émissions de gaz à effet de serre liées au commerce agricole.

Une opposition paysanne internationale

Les organisations paysannes européennes, notamment françaises, ont manifesté leur colère, dénonçant, à l'instar de la Confédération paysanne, ce qu'elle considère comme « un coup de poignard » porté aux paysan·nes de France, d'Europe et d'Amérique du Sud. Au-delà de l'Europe, l'accord suscite une forte opposition au sein même des pays du Mercosur.

En mars 2024, la Via Campesina Brésil a exprimé son « rejet total » de cet accord, le qualifiant de « véritable recul pour le Brésil et les pays du Mercosur en termes de développement socio-économique, ainsi qu'une attaque frontale contre la souveraineté de nos pays ». L'organisation souligne également que cet accord présente des caractéristiques néocoloniales et menace les populations locales, l'agriculture paysanne et les ressources communes, au profit du capital international. Elle refuse ainsi de cantonner ces pays au rôle d'exportateurs de matières premières en échange de produits industrialisés.

L'urgence de s'opposer aux accords de libre-échange

La saga du Mercosur est loin d'être terminée, et il faudra rester vigilant·e quant à son évolution cette année. Par ailleurs, les États de l'AELE ne se limitent pas à cette négociation : ils poursuivent également des discussions en vue d'accords de libre-échange tout aussi problématiques avec l'Inde, la Malaisie et le Vietnam, tout en cherchant à moderniser leurs traités existants avec le Chili et l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).

Il est au contraire nécessaire que les marchés agricoles soient régulés afin de sécuriser des prix rémunérateurs aux producteur·ices. Pour défendre la souveraineté alimentaire et une agriculture paysanne au service de la population plutôt que des industries, il est essentiel de s'opposer fermement à ces accords qui menacent la société dans son ensemble et le monde paysan, en particulier celles et ceux engagé·es dans des méthodes d'agriculture écologique.

Ella-Mona Chevalley

L'Union européenne a signé accord de libre-échange avec le Mercosur le 6 décembre 2024, qui doit encore être adopté par les pays membres. Rassemblement contre cet accord, Bruxelles, 13 novembre 2024.



LA BOURGEOISIE SUISSE PRÉFÈRE LA DÉSUNION

Les négociations en vue de renouveler les accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne ont été bouclées fin 2024. Mais les discussions et consultations autour de ce qu'on nomme désormais bilatérales III vont durer au moins deux ans. Prenons donc un peu de recul sur les relations du petit pays avec ses voisins, avec une série d'entretiens avec Sébastien Guex, ancien professeur d'Histoire contemporaine à l'Unil et auteur de *Du pouvoir et du profit* (Antipodes, 2022).

En quoi est-il important pour notre camp politique de suivre de près l'évolution des relations entre la classe dirigeante suisse et l'Union européenne ?

C'est une question de la plus haute importance puisqu'elle va déterminer les rapports entre la Suisse et l'Union européenne. Elle surdétermine déjà et va surdéterminer encore davantage une bonne partie des débats politiques à la fois sur la politique étrangère mais aussi en matière de politique interne de la Suisse, autour des rapports entre les classes, des rapports entre la droite et la gauche, mais aussi entre les différentes fractions de la bourgeoisie et les diverses composantes de la gauche. Bref, c'est une question qui va jouer un rôle de premier plan dans les prochaines années.

De plus, c'est une question qui est extrêmement complexe, et qui est devenue encore plus complexe durant ces dernières années, vu l'extraordinaire champ que couvrent ces accords. Ils comprennent la libre circulation des personnes, questionnant le marché du travail interne de la Suisse, mais aussi la concurrence que le capitalisme suisse peut exercer vis-à-vis de l'Union européenne ou inversement, en passant par toutes sortes de questions qui vont de l'expulsion ou non des

criminel·les étranger·es, la production et la distribution de l'électricité, les transports, la santé, etc.

En fin de compte, ces accords touchent aux questions hautement délicates du degré de souveraineté ainsi que du système politique interne de la Suisse. C'est d'une complexité redoutable. Je peux donner deux exemples, non seulement de la complexité, mais aussi des tensions très élevées que ces questions suscitent au sein de la classe dominante suisse elle-même. Premièrement, durant ces 11-12 dernières années, le Conseil fédéral a procédé à cinq ou six changements à la direction des délégations helvétiques qui négocient avec l'Union Européenne. Le ou la chef·fe a changé tous les deux ans, ce qui témoigne notamment de l'ampleur des divergences au sein des milieux dirigeants suisses. Un autre exemple de cette complexité est l'incroyable longueur de l'accord final : les seuls textes – sans les commentaires – que le Conseil fédéral va soumettre à la consultation en été 2025 comprendront pas moins de 1400 pages !

Tu parles de divergences au sein des classes dirigeantes suisses sur la question européenne. Quelle a été l'orientation, d'un point de

vue historique, de la position de la bourgeoisie suisse à l'égard de la construction européenne ?

Depuis la constitution de la Suisse moderne, en 1848, la stratégie de la bourgeoisie suisse a été de tenter de profiter des rivalités et des conflits entre les différents États, en particulier entre les grandes puissances européennes, pour jouer ses propres cartes et développer ses propres intérêts. Tirer les marrons du feu, pour imager. Et cela, la bourgeoisie suisse a historiquement pu le faire à deux conditions, qui sont les fils rouges de sa politique étrangère depuis le milieu du 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui.

La première condition pour pouvoir jouer ses propres cartes réside dans la défense de la souveraineté de la Suisse. Pour la classe dirigeante, il est nécessaire de maintenir une pleine souveraineté de la Suisse dans tous les domaines, sur le plan de la politique extérieure et intérieure, en matière de politique économique, monétaire, financière, des transports, etc. Le deuxième axe, c'est le maintien de relations et de liens avec toutes les puissances européennes et mondiales en dépit des conflits, parfois militaires, qui opposent ces dernières. Dans ce sens, la bourgeoisie suisse doit éviter d'entrer dans le giron, de devenir le satellite d'une

grande puissance particulière, que ce soit l'Allemagne, la France ou les États-Unis. C'est ce double axe que synthétise ladite « *politique de neutralité* » de la classe dirigeante en Suisse : la défense de la souveraineté et le maintien de relations avec tous les autres États, en particulier avec toutes les grandes puissances.

Quels ont été les résultats de cette politique extérieure ?

Cette politique a été couronnée de succès pour la bourgeoisie suisse. Elle s'est révélée particulièrement efficace, puisqu'elle a permis à ce petit pays, du point de vue de sa surface territoriale et du point de vue démographique, de devenir extrêmement compétitif sur le plan industriel et bancaire par rapport aux autres bourgeoisies, et donc de se transformer en une puissance moyenne sur le plan industriel et même en une puissance de premier ordre sur le plan bancaire. Cette compétitivité extraordinaire du capital industriel, commercial et bancaire suisse s'appuie sur de multiples aspects, mais principalement sur deux grands piliers.

Le premier pilier, ce sont des rapports internes entre capitalistes et salarié·es, particulièrement favorables au patronat. Ou, pour l'exprimer dans le jargon néolibéral, un marché du travail particu-

« Les banques suisses, l'argent suisse participent aux meurtres dans le monde entier », 1^{er} Mai 1985, Zurich



lièrement flexible. Cela s'exprime notamment par le fait que les salarié-es en Suisse ont beaucoup ou sensiblement moins de droits que dans d'autres États, notamment la plupart des États européens. Par exemple, il n'y a quasiment aucune protection en Suisse contre les licenciements, même pour les délégué-es syndicaux-ales ou les représentant-es du personnel. C'est un gros atout aux mains du patronat.

Le deuxième avantage considérable, en Suisse, est le fait que la plupart des conventions collectives de travail ne garantissent que très peu de choses aux salarié-es. Nombre d'entre elles ne contiennent quasiment rien de mieux que le strict minimum, c'est-à-dire ce qui est inscrit dans le Code des obligations. Le troisième avantage est le système de l'apprentissage, qui soumet de nombreux-ses salarié-es dès leur plus jeune âge aux diktats du patronat. Tout cela entraîne une productivité particulièrement élevée en Suisse. Ce pays est, pour ne prendre que cet aspect, celui ou l'un de ceux où la durée du travail annuel est la plus longue au monde, avec, en outre, un taux d'absentéisme relativement bas.

Quand les gens ont très peu de droits et craignent de perdre leur boulot, ils travaillent davantage et

plus intensivement que dans les pays où ils sont bien protégés. Du point de vue capitaliste, les salaires relativement élevés en Suisse sont donc compensés, en large partie, par une productivité et une flexibilité plus grandes.

Le deuxième pilier de cette réussite, c'est toute la dimension que je résume sous la notion de paradis fiscal suisse, dont l'aspect central réside dans les privilèges fiscaux parfois hallucinants accordés aux capitalistes, tant aux personnes qu'aux entreprises. Cependant, la notion de « paradis fiscal » ne se résume pas, pour moi, à ces privilèges fiscaux. Il s'agit aussi d'un laxisme général, délibéré, d'une permissivité particulièrement étendue de l'État, aux niveaux fédéral, cantonal et communal, vis-à-vis des activités capitalistes. Les entreprises en Suisse peuvent se permettre des choses qu'elles pourraient difficilement se permettre dans d'autres pays, par exemple en matière de corruption, de blanchiment d'argent, etc.

Même si les organisations patronales n'arrêtent pas de prétendre le contraire, dans les faits, l'État est si peu regardant avec les entreprises, en Suisse, qu'on peut aller jusqu'à dire qu'il entretient souvent un rapport clientéliste avec elles. Un seul exemple : récemment le Président

du groupe suisse Bertschi a expliqué pourquoi les patrons comme lui étaient farouchement opposés à ce qu'ils appellent « la bureaucratie de Bruxelles » (*Le Temps* du 19 avril 2024). Quand le journaliste lui a demandé de définir cette bureaucratie, il a simplement répondu qu'en Suisse, le contrôle fiscal de son entreprise de 800 employé-es est terminé en deux jours, alors qu'en Allemagne, le contrôle fiscal de sa filiale comptant 80 employé-es prend jusqu'à deux mois. C'est ça le spectre que craint une large part du patronat helvétique quand il dénonce « la bureaucratie de Bruxelles ». En outre, dans certains cantons suisses, une entreprise est soumise à un contrôle fiscal tous les trente ou même quarante ans. Cherchez la différence...

Comment cette position historique de la bourgeoisie suisse a-t-elle évolué avec la géopolitique mondiale ?

Ce que je viens de décrire est la position de la classe dirigeante suisse depuis 1850. Au fond, elle aurait voulu et voudrait conserver cette position. À cet égard, il faut se souvenir que non seulement la bourgeoisie suisse n'a pas adhéré à l'Union européenne, mais elle a cherché activement à torpiller sa construction. C'est dans ce sens qu'elle a participé à la création de l'AELE (Associa-

tion européenne de libre-échange). Mais l'AELE s'est finalement révélé un échec parce qu'elle n'a pas réussi à entraîner la bourgeoisie d'un grand pays, notamment du Royaume-Uni, mais seulement les classes dirigeantes de petits pays. Durant les dernières décennies, le proto-État européen s'est solidifié, ce qui crée une nouvelle situation pour la bourgeoisie suisse. Malgré de très sérieuses difficultés, comme le Brexit et la guerre en Ukraine, le mouvement général va plutôt dans le sens d'une consolidation et d'une extension de ce proto-État européen, avec aujourd'hui 27 États et une monnaie commune. La Suisse est donc géographiquement complètement entourée par ce gigantesque proto-État de 450 millions d'habitant-es, qui concentre à lui seul environ 60 % des échanges économiques effectués par la Suisse.

Donc évidemment les rapports de force se sont modifiés en défaveur de la bourgeoisie suisse, cette dernière ne pouvant plus continuer comme avant, et autant qu'avant, à tirer profit des rivalités, des tensions et des guerres entre les puissances européennes. C'est ça la toile de fond des divisions qui traversent la bourgeoisie suisse quant à la stratégie à adopter dans cette situation nouvelle.

Propos recueillis par Lola Crittin

NOUVEL ÉPISODE DE LA GUERRE DES MINÉRAIS EN RDC

L'offensive des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) en République démocratique du Congo (RDC) a surpris. Après la prise de Goma les rebelles sont entrés dans Bukuwu sans grande opposition des forces gouvernementales. La chute de ces deux villes de plus d'un million d'habitants fait entrer ce conflit dans une nouvelle phase.

L'instabilité et les guerres internes en RDC remontent à l'époque de la décolonisation. En témoignent les assassinats (dont celui du leader de l'indépendance Patrice Lumumba), la dictature militaire de Mobutu (1964-1980), les deux guerres du Congo (1996-1997 et 1998-2002). Le rétablissement de régimes présidentiels autoritaires avec la dynastie de la famille Kabila, puis celui Felix Tshisekedi, successeur de Joseph Kabila, n'a pas amélioré la situation.

Le sous-sol de cet immense pays est très riche en minerais. Il est exploité sans scrupule par des compagnies minières. Les militaires de la RDC sont toujours complices et bénéficiaires de ce pillage.

Conséquences du génocide au Rwanda

Le génocide des Tutsis (800 000 victimes entre avril et juin 1994)

a introduit un nouvel acteur dans l'est du pays. Les miliciens tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) renversent le régime génocidaire et portent à la tête du Rwanda leur chef militaire Paul Kagame. Une très grande partie des anciens miliciens et militaires hutus ainsi que de nombreux civils se réfugient rapidement avec armes et bagages dans la région frontalière du Kiwu. Cette présence sera utilisée par le Rwanda comme une menace pour justifier des incursions régulières en RDC, profitant de sa supériorité militaire et de la faiblesse des troupes congolaises.

La reprise des activités du groupe armé M23 en 2021 est une réaction à un accord entre la RDC et l'Ouganda pour faciliter l'exportation de produits miniers, anticipant les prévisions de croissance dans la demande de certains minerais stratégiques dans le domaine

de l'électronique. À ce moment, le M23 occupe la mine de Rubaya qui contient 15 % des réserves mondiales de coltan. Or, le M23 est une création de l'armée rwandaise, même si celle-ci dément formellement toute implication. Derrière ce paravent se cachent les ambitions et les actions de Kagamé.

Le Rwanda exporte de l'or, de l'étain, du coltan, du tantale et du tungstène alors que son territoire en est dépourvu. L'extraction de ces minerais provenant des zones occupées par le M23. À titre d'exemple, l'ONU fait état de 120 tonnes mensuelles de coltan acheminées vers le Rwanda.

Pourquoi le Rwanda bénéficie-il d'une telle impunité ?

Aujourd'hui, la situation est différente de celle de la décennie précédente, au moment des pre-

miers affrontement avec le M23. Les sanctions internationales des États-Unis et de l'UE ont provoqué un rapide retrait de l'appui de Kigali.

Désormais, le Rwanda est davantage reconnu au niveau international dans des missions de paix et de sécurité. Il est devenu pour beaucoup de pays occidentaux un élément de stabilité durable en Afrique. En particulier parce qu'il permet de sécuriser l'exploitation minière, même au prix du non-respect des frontières et du droit international.

Parallèlement, l'élection de Tshisekedi à la présidence de la RDC en 2019 a été contestée et entachée de fortes irrégularités. Son mandat, renouvelé en 2023, a été affaibli par des tentatives de coup d'État, réelles ou non, par la corruption et l'incapacité à résoudre la crise sociale de son pays.

Une opportunité pour Kagame

En ce début d'année, marqué par l'élection de Trump et par l'affaiblissement de l'UE, une opportunité s'offre pour Kagamé : profiter d'un rapport de force favorable pour relancer les opérations militaires du M23 au nord Kiwu avec pour objectif d'occuper une vaste zone en RDC, dont les villes de Goma et de Bukuwu, pour y contrôler les industries minières et leur commerce.

Cette force d'occupation, numériquement faible, même épaulée par 3000 à 4000 soldats rwandais, a suffi pour mettre en déroute l'armée congolaise et ses milices alliées. Le M23 se positionne dorénavant en force de police pour contrôler la région au bénéfice de ses protecteurs et assurer le transfert des minerais vers l'est.

Se présente aussi un visage politique du mouvement avec l'Alliance fleuve Congo (AFC) dirigée par Corneille Nangaa, qui avait couvert les fraudes électorales de Tshisekedi en 2019. C'est à l'AFC que revient la tâche de relever les défis d'une gestion des zones « libérées » dans un contexte de catastrophe humanitaire.

Nangaa donne ainsi un visage congolais à un mouvement accusé d'être manipulé par Kigali, alors qu'il a surtout été un des piliers internes du système de pillage en RDC. Et il rêve de rassembler une opposition congolaise fragmentée pour marcher sur Kinshasa, distante de 1500 kilomètres.

José Sanchez

Goma, 30 janvier 2025





Martin Heinlein / Die Linke

Heidi Reichinnek et Jan von Aken, têtes de liste de Die Linke, lors du dernier meeting de campagne, Berlin, 21 février 2025

International

En mouvement

Allemagne

RÉCOMPENSE COLLECTIVE POUR DIE LINKE

Après la débâcle des dernières élections européennes de juin 2024 (2,7 %), Die Linke s'est complètement relevé lors des dernières élections fédérales allemandes en obtenant l'un des meilleurs résultats de son histoire (8,8 %). Quelques éléments d'explication de ce comeback.

Longtemps dans la zone de mort politique des sondages – bien en-dessous du quorum de 5 % – Die Linke a réussi l'exploit de tripler son nombre d'électeur-ices en quelques semaines de campagne. Avec 64 sièges obtenus (10 % du parlement), le parti renoue ainsi avec ses succès électoraux précédents. Avec 4,35 millions de suffrages de liste, il obtient son deuxième meilleur résultat lors d'élections fédérales, avec un record de voix à l'Ouest. Le parti progresse chez les ouvrier-ères avec 8 % (+3 %), les employé-es avec 9 % (+4 %), ainsi que chez les femmes avec 10 %, (+5 %). Ce relatif succès de Die Linke repose sur une mosaïque dont voici quelques tesselles.

Un programme de gauche

Tout d'abord, son programme, qui s'attaque sérieusement au capital et aux super-riches afin de sur-

monter les crises de notre époque dans le cadre d'une transformation socio-écologique, le distingue clairement dans le paysage politique. Die Linke est effectivement un parti de programme : 80 % de ses électeur-ices votent pour le parti en raison de son programme – contre 9 % par attachement au parti et 12 % pour ses candidat-es.

L'ancrage local contre l'hégémonie médiatique

Outre son ancrage de longue date dans des initiatives locales ou sa pratique de longue date de consultations sociales, le parti a montré à maintes reprises ces dernières années ce qu'il avait dans le ventre en menant des campagnes électorales locales étonnamment puissantes et parfois couronnées de succès. Dans cette campagne électorale pour le Bundestag, Berlin-Neukölln a sans doute fourni la campagne la plus spectaculaire. L'équipe autour de

Ferat Koçak a frappé à presque toutes les portes de la circonscription et a vu ses résultats grimper en conséquence. Cette pratique du porte-à-porte, déjà introduite dans le parti sous la présidence de Kipping/Riexinger (2012–2023) et continuellement développée depuis, s'est avérée être un pendant utile à l'offensive des réseaux sociaux et des talk-shows. Jusqu'au jour de l'élection, Die Linke a ainsi frappé à plus de 600 000 portes dans tout le pays, construisant ainsi un canal de communication indépendant des talk-shows mainstream.

Les têtes de liste ont également fait des apparitions fortes : les interventions médiatiques de Jan van Aken ont enthousiasmé au-delà du parti, tandis que le discours de Heidi Reichinnek contre l'alliance des voix CDU-AfD au Bundestag a été visionné plus de 25 millions de fois. La déclaration de Merz lors de ce

vote (« Je ne regarde ni à gauche ni à droite ») puis le vote du 29 janvier 2025 qui a abouti à la première majorité atteinte avec des voix décisives de l'AfD, a déclenché le turbo pour la campagne de Die Linke.

Une campagne marquée par l'unité

Les nouveaux dirigeant-es du parti ont agi avec brio : leur première action a été de limiter leur propre salaire au salaire allemand moyen, ce qui a augmenté leur crédibilité interne et externe. Les campagnes concrètes autour des loyers, notamment le « check des frais de chauffage » qui aidait les locataires à déterminer si elleux avaient droit à une ristourne, a permis de démontrer son ancrage dans les réalités.

L'ensemble de la campagne électorale a donc été marqué par l'unité et s'est déroulé sans aucune erreur technique dans un contexte favorable : les électeur-ices de gauche n'ont pas eu de raisons de voter utile pour le SPD ou les Vert-es, affaiblis par leur participation à la coalition au pouvoir – et déjà en concurrence pour savoir qui pourrait finalement faire élire Merz comme chancelier.

Il convient toutefois de jeter un regard lucide sur le contexte socio-politique : l'AfD est à plus de 20 %, le plus haut résultat de son histoire. Le parti d'extrême-droite est solidement établi dans certains territoires, notamment à l'Est. Dans le contexte de fascisation actuel, le cap que vont prendre les élites au pouvoir qui lui sont liées n'est pas clair. Pour les luttes à venir, les choses auraient toutefois été définitivement plus difficiles sans une voix de gauche au Bundestag.

Une refondation du parti

La dynamique qui se déploie autour de Die Linke est impressionnante. Il s'agit en fait d'une refondation du parti : environ 60 % de ses membres ont adhéré depuis les élections fédérales de 2021, plus de 50 % depuis le départ de Sahra Wagenknecht – signe que la longue querelle interne ternissait l'image du parti. Au 20 février, le parti comptait plus de 95 000 adhérent-es.

Ses très bons résultats chez les jeunes – avec 25 % (+17 %) chez les 18–25 ans et 16 % (+9 %) chez les 25–34 ans – ont de quoi susciter de l'espoir. Beaucoup d'entre eux ayant semble-t-il voté pour les Verts ou le FDP ces dernières années, l'un des principaux défis pour Die Linke est de fidéliser ces électeur-ices sur le long terme.

Traduit et très adapté d'un texte de Moritz Warnke pour la Fondation Rosa Luxemburg ■

TRUMP, POUTINE ET LA GUERRE EN UKRAINE: LE RÉVEIL DOULOUREUX DE L'EUROPE FACE À LA MONTÉE DU FASCISME MONDIAL

Depuis quelques semaines, un état de paralysie semble s'être emparé du paysage politique européen. Pourtant, Trump, Poutine et les autres dirigeant·es d'extrême droite n'ont jamais caché leurs ambitions. Iels les affichent ouvertement depuis des années. Il faut l'affirmer sans ambages : leur projet est fasciste.

Un régime fasciste est en train de s'installer aux États-Unis. En Russie, il est déjà en place depuis trois ans – une réalité que beaucoup ont préféré nier, s'accrochant à l'illusion d'un retour en douceur à la normale, à un statu quo qui était considéré comme seulement temporairement perturbé par la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Ce même statu quo qui a permis à l'Union européenne, et surtout à l'Allemagne, de continuer à importer des hydrocarbures russes bon marché tout en exportant des produits haut de gamme vers la Chine et les États-Unis. Un monde si confortable que les Ukrainien·nes, dans leur résistance obstinée, ne sont devenu·es qu'une nuisance. Si seulement iels avaient accepté de vivre sous l'occupation d'un régime qui viole, tue et torture à grande échelle, peut-être aurions-nous pu continuer à prospérer indéfiniment... Une illusion aussi naïve que cynique.

Les illusions de l'Union européenne

Alors que l'Europe occidentale a mis de côté ses investissements dans la défense, la Russie, elle, a utilisé ses revenus énergétiques pour moderniser son appareil militaire. L'annexion de la Crimée en 2014 et ses nombreuses opérations d'influence à travers l'Europe –

y compris des crimes et des assassinats – sont restées pratiquement impunies. En 2022, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, le système européen de prospérité et de stabilité, fondé sur la corruption morale, s'est effondré.

Pourtant, les dirigeant·es européen·nes se sont accroché à cette illusion, limitant leur capacité à imposer des sanctions rapides et efficaces contre la Russie et retardant l'aide à l'Ukraine à un moment critique – lorsqu'elle avait la meilleure chance de modifier le rapport de forces sur le champ de bataille. Cette hésitation a permis à la Russie de s'emparer de territoires et de renforcer ses positions, rendant les contre-offensives de l'Ukraine beaucoup plus coûteuses.

Le message de Trump

Après avoir concentré tous nos efforts pour fermer les yeux sur la réalité, nous nous retrouvons aujourd'hui abasourdi·es par une situation où tous nos repères se sont effondrés en l'espace de quelques semaines. Le discours de J.D. Vance à Munich en est un exemple frappant.

J.D. Vance a été très clair : son ennemi n'est pas Vladimir Poutine, avec lequel le nouveau gouvernement étasunien partage de nombreuses affinités idéologiques. Son véritable ennemi se trouve en Europe – il s'agit de celles et ceux qui

résistent à l'ordre qu'il cherche à imposer. L'homme qui prône la construction de murs pour empêcher l'entrée des migrant·es veut également interdire les barrages contre l'extrême droite en Europe. Comme l'a bien décrit *The Guardian*, il s'agissait d'un appel aux armes pour les forces populistes de droite afin qu'elles prennent le pouvoir dans toute l'Europe, avec la promesse que le « *nouveau shérif en ville* » les aiderait à y parvenir. Rien ne doit s'opposer à leur marche triomphale.

Quelles barrières ?

Pourtant, il existe des obstacles à cet assaut sur l'Europe. La première ligne de défense est la société civile européenne, ses institutions démocratiques. Mais il existe un autre rempart : l'effort de millions d'Ukrainien·nes qui, depuis trois ans, se battent pour stopper la montée du fascisme russe.

Ce rempart peut s'effondrer à tout moment, tandis que l'Europe continue de regarder, hochant la tête en signe de reconnaissance passive, sans voir que les mêmes eaux troubles s'infiltrent déjà de l'intérieur.

La répression des migrant·es, l'institutionnalisation de la misogynie et de l'homophobie, le déni du changement climatique, l'exploitation impitoyable des personnes et de la nature, la liqui-

dation de l'Ukraine, la déportation des Palestinien·nes – tels sont les piliers du nouvel ordre émergent qui prend forme. Cela devrait être clair comme de l'eau de roche : abandonner les victimes d'une agression militaire – comme nous l'avons fait avec les Palestinien·nes et comme nous nous apprêtons à le faire avec les Ukrainien·nes – revient à donner aux autocrates les coudées franches pour imposer leur loi par la force brute.

C'est une équation simple que toute personne rationnelle devrait être en mesure de comprendre. Il est donc d'autant plus curieux que les actions de Donald Trump et celles de son gouvernement aient apparemment choqué les Européen·nes. Après tout, il a clairement indiqué à plusieurs reprises la façon dont il comptait agir. Ce qui est vraiment surprenant, ce n'est pas Trump lui-même, mais plutôt le manque de préparation et de prévoyance stratégique de l'Europe.

Quelle défense ?

Les déclarations soulignant la nécessité urgente pour les pays européens d'augmenter radicalement et rapidement leurs dépenses militaires sont malheureusement correctes. Selon le *Financial Times*, les dépenses militaires de la Russie ont désormais dépassé les budgets de défense combinés de tous les pays européens. D'ici 2025, Moscou

consacrera encore plus de fonds à la guerre : 7,5 % de son PIB, soit près de 40 % du budget national.

C'est l'un des avantages des régimes autoritaires sur les démocraties : ils peuvent rapidement mobiliser des ressources humaines et économiques pour la guerre et imposer des mesures coercitives sans craindre une opposition massive. Un État autoritaire, dont la population a été imprégnée du cynisme et de l'individualisme caractéristique du capitalisme tardif, comme c'est le cas en Russie, peut pousser cette logique encore plus loin. Pourtant, l'Europe semble aveugle à une autre réalité fondamentale des régimes autoritaires : une fois qu'un autocrate s'est lancé dans une guerre d'expansion, il ne peut pas tout simplement s'arrêter. La survie de son régime devient indissociable de la guerre, qui finit par consumer toute la structure du pouvoir.

Crise sociale en Europe

Les dirigeant·es européen·nes, à l'image d'Emmanuel Macron et d'Olaf Scholz, qui évoquent aujourd'hui la nécessité bien réelle de renforcer la défense de l'Europe, sont ceux-là mêmes qui ont ouvert la voie à cette crise. Ils condamnent les abus de pouvoir sur la scène internationale tout en tolérant la logique darwinienne au sein de leurs propres sociétés, soutenant un système où les plus puissants continuent de dominer les plus vulnérables. Cette contradiction affaiblit leur crédibilité et alimente la méfiance croissante à l'égard des institutions démocratiques. Cette incohérence crée un terrain fertile pour la montée des mouvements fascistes, qui capitalisent sur ces fractures pour mobiliser un électorat désabusé.

L'aggravation des inégalités, le sentiment croissant d'injustice et la perception d'une élite politique déconnectée de la réalité affaiblissent leur légitimité. Une société qui se sent abandonnée ou ignorée aura du mal à soutenir les engagements internationaux, même lorsqu'ils défendent des principes fondamentaux tels que la défense des droits et de la souveraineté.

Montée du populisme

Les populistes exploitent ce mécontentement en alimentant l'idée que les gouvernements sacrifient les intérêts nationaux en faveur de causes soi-disant lointaines, comme le soutien à l'Ukraine. Des personnalités politiques comme Jean-Luc Mélenchon en France ou Sahra Wagenknecht en Allemagne

dénoncent l'injustice sociale tout en adoptant la loi du plus fort sur la scène internationale, justifiant les violations commises par des régimes autoritaires comme la Russie. Leur positionnement opportuniste, guidé par des calculs électoraux, ôte toute crédibilité à leur discours.

Pourtant, il est impossible de dissocier la justice sociale intérieure de la politique internationale d'un pays. Une société qui tolère, voire encourage, le cynisme et la domination sur la scène mondiale normalisera inévitablement ces mêmes dynamiques dans ses relations sociales internes – et vice versa.

Une société plus juste et plus cohérente est mieux équipée pour soutenir les engagements internationaux et les budgets de défense, dont la nécessité est désormais indéniable. Des politiques de redistribution efficaces et urgentes sont essentielles pour restaurer la confiance des citoyen·nes. Ainsi, l'assistance que les pays européens peuvent apporter à l'Ukraine ne se limite pas à une aide militaire ou économique; elle dépend également de la résolution de leur propre crise interne de légitimité. Cependant, il faut le répéter encore et encore : l'aide qui compte vraiment pour

chaque Ukrainien·ne est l'aide militaire. C'est la condition la plus cruciale pour la survie de l'Ukraine en tant que société, ainsi que pour chacune de ses habitant·es.

Un carburant pour l'extrême droite

Nombreux sont celles et ceux, notamment en Allemagne, qui s'inquiètent de l'influence de l'extrême droite en Ukraine. Pourtant, rien n'alimente plus l'extrémisme qu'un « accord de paix » injuste imposé contre sa volonté à une victime d'agression. Aucune situation n'est plus radicalisante qu'une occupation militaire associée à une oppression systématique et brutale. Si l'Ukraine est contrainte d'accepter une paix dictée par la Russie, la frustration et l'injustice accumulées serviront de carburant aux mouvements radicaux, qui prospéreront aux dépens des forces modérées et progressistes. L'histoire regorge d'exemples d'accords de paix imposés qui ont donné naissance à des monstres – des organisations terroristes nées du désespoir et du ressentiment.

Trump déclare ouvertement vouloir négocier sans tenir compte du gouvernement ukrainien ou de son peuple. Ce faisant, il s'aligne

entièrement sur le Kremlin et légitime rétroactivement l'agression russe. Pire encore, en refusant de qualifier cette invasion pour ce qu'elle est vraiment – une guerre d'agression illégale, accompagnée de violations flagrantes du droit international et de crimes de guerre avérés – il envoie un message profondément dangereux. Il renforce l'idée que de telles politiques expansionnistes peuvent être non seulement tolérées, mais même récompensées. Taïwan, les Philippines, les États baltes, la Moldavie et l'Arménie doivent maintenant se préparer à être les prochains sur la liste. Dans ce contexte, il est impératif d'adopter une position ferme et sans équivoque : aucune négociation ne peut avoir lieu aux dépens du peuple ukrainien, et encore moins sans son consentement.

Le temps des lamentations est révolu. C'est maintenant qu'il faut agir. Car un jour, lorsque la poussière sera retombée et que le brouillard se sera dissipé, nous nous demanderons inévitablement avec horreur : comment avons-nous pu être aussi passifs, aussi aveugles, aussi indifférents face à ce désastre imminent ?

Hanna Perekhoda
Paru en anglais sur voxeurop.eu.
Traduit et adapté par la rédaction.



Rassemblement de soutien à l'Ukraine, Lausanne, 24 février 2025

LA TRANSPHOBIE, CHEVAL DE TROIE DES IDÉES RÉACTIONNAIRES

Donald Trump a déclaré à plusieurs reprises vouloir mettre fin à ce qu'il a appelé le « *délire transgenre* », au point d'utiliser une part non-négligeable de son budget de campagne pour communiquer à ce propos. Cette emphase transphobe se matérialise aujourd'hui dans une politique patriarcale et réactionnaire plus large menée par le nouvel exécutif étasunien. Entretien avec Margot Mahoudeau, autrice de *La Panique woke*.

Quelle place tient la transphobie dans le trumpisme ?

Historiquement, l'idéologie anti-trans est relativement peu importante pour Trump. Lors de sa campagne de 2016, il n'en avait pas fait son cheval de bataille. Une fois élu, il avait certes déjà essayé de faire interdire les femmes trans dans le sport ou d'exclure les personnes trans de l'armée, mais ce n'était pas aussi central qu'aujourd'hui. Le début de la campagne 2024 n'était pas organisé autour de ce sujet non plus, mais celui-ci a subitement pris de l'importance parce que le terrain avait été préparé depuis plusieurs années par les campagnes réactionnaires contre le wokisme.

En effet, une partie du camp conservateur étasunien est véritablement obsédé par tout ce qui remet en cause l'idée patriarcale selon laquelle les hommes et les femmes seraient des créatures ontologiquement différentes, ce qui expliquerait la domination masculine. Par leur seule existence, les personnes trans vont à l'encontre de cette binarité, alors la transidentité devrait être combattue au même titre que l'homosexualité, le féminisme, etc.

Sur le plan culturel, il s'agit d'une stratégie gagnante. Il faut bien voir comment fonctionne l'antiwokisme : la transphobie joue un rôle essentiel dans les paniques morales, c'est une porte d'entrée vers le reste de l'absurdité réactionnaire.

Quelles sont les premières mesures anti-trans prises par Donald Trump depuis son investiture ?

Dans le premier train de décrets qui ont été pris le jour de l'investiture à proprement parler, l'un d'entre eux dit que les États-Unis ne reconnaissent que deux sexes, masculin et féminin. Ceux-ci seraient déterminés à la conception, reprenant un argument classique du mouvement pro-vie/anti-choix. Cela signifie par exemple une suppression du marqueur de genre X sur les passeports et tous les documents produits par l'État fédéral. C'est une tentative d'effacer les changements d'état civil pour les personnes qui en avaient bénéficié.

La deuxième mesure c'était une exclusion des personnes trans de l'armée, basée sur la justification selon laquelle on ne pourrait pas être trans et sain-es d'esprit – ouvrant alors la porte à des mesures analogues dans plein d'autres secteurs et institutions.

Une troisième politique menée réside dans la tentative d'interdiction, à l'échelle fédérale, des transitions de mineurs sous toutes leurs formes, via la maîtrise des financements. Plus récemment, il y a eu l'interdiction des femmes trans dans le sport, d'abord à l'échelle universitaire, mais de fait cela risque de se généraliser à toutes les compétitions sportives.

En plus de ces mesures explicites, d'autres n'ont pas eu besoin de décret pour être mises en œuvre.

C'est notamment le cas de la suppression de la mention de la transidentité dans quasiment tous les documents officiels de l'administration fédérale. Ce que tente de faire l'administration Trump actuellement, c'est tout simplement d'interdire la transidentité dans tous les secteurs où elle a le pouvoir de le faire.

Comment expliquer la hâte avec laquelle celle-ci ont été promulguées ?

Il y a trois explications principales. La première réside dans le populisme qui caractérise le trumpisme, lequel s'est jeté sur tous les sujets de panique morale depuis une dizaine d'années. Tout cela est mis en scène dans ce que Trump appelle la « *révolution du bon sens* ». C'est une stratégie qui a relativement marché sur ce plan-là : par exemple, la politique de l'interdiction des personnes trans dans le sport est populaire à 79 % selon les sondages.

La deuxième explication réside dans le maximalisme exécutif, qui favorise le gouvernement par décrets plutôt que de faire voter des lois. Cette tendance s'inscrit dans une critique plus profonde du pouvoir que détiendrait les juges, face auxquelles il faudrait renforcer le pouvoir présidentiel.

La troisième explication, paradoxalement, réside dans la faible base de pouvoir dont dispose le trumpisme, probablement un peu plus fragile qu'on ne le pense : la majorité au Sénat n'est pas écrasante, la

Rassemblement au Stonewall National Monument après la suppression, sur ordre gouvernemental, de toutes les références aux personnes transgenres et queer (en changeant l'acronyme LGBTQ en LGB) sur le site du Service des parcs nationaux (qui gère le monument), New York, 14 février 2025

majorité à la Chambre des représentants non plus.

Est-ce que tu as des exemples concrets de cette manière dont la transphobie s'inscrit dans un projet réactionnaire plus général ?

De manière globale, la transphobie s'inscrit dans une politique de défense du genre, comme rapport de pouvoir déguisé en réalité biologique binaire.

En France, l'exemple le plus emblématique est sûrement celui de Marguerite Stern et Dora Moutot, les deux autrices de *Transmania*. Elles viennent toutes les deux de différents segments des mouvements féministes et leur obsession transphobe les en a éloigné, leur ouvrant les portes des milieux réactionnaires. Stern explique notamment qu'elle a été exclue de la gauche pour sa critique du « *transactivisme* », puis accueillie par des gens – en l'occurrence l'extrême droite patriarcale, homophobe, antichois, etc – dont elle s'est rendue compte qu'ils avaient peut-être raison sur le reste.

Lors de la campagne de Bolsonaro au Brésil pour l'élection présidentielle de 2018, la mobilisation de l'extrême-droite avait coagulé contre le lancement d'une nouvelle exposition queer par le musée de la ville de Rio. L'événement entraîna une grosse levée de boucliers, devenant véritablement un facteur de consolidation de la mobilisation réactionnaire.



Quelles sont les bases politiques de l'offensive transphobe ?

Il est intéressant de noter que la transphobie a changé d'épaule. Historiquement, les grandes intellectuelles l'ayant promue étaient des femmes en provenance du féminisme culturel, comme Janice Raymond ou Mary Daly dans les années 70 et 80 par exemple. Leur discours consistait à dire que la transsexualité était une ruse de la raison patriarcale, parce que le patriarcat essaie toujours de se débarrasser des femmes – et que la transsexualité serait une manière de le faire.

Au 21^e siècle, ce sont principalement des arguments conservateurs qui structurent la transphobie. Le fond argumentatif repose sur le fait que des privilèges seraient accordés aux femmes pour compenser leur infériorité face aux hommes. C'est flagrant dans le cas du sport : les résultats sportifs moindres des femmes face aux hommes dans les compétitions sportives seraient liés au fait qu'elles auraient un désavantage biologique inhérent, et donc qu'elles ne pourraient jamais être au même niveau, nécessitant qu'elles compétitent séparément. C'est également le cas concernant les carrières professionnelles, l'action affirmative dans ce domaine ne serait pas affaire de parité ou de résolution d'une injustice mais privilège indu accordé aux femmes en raison de leur infériorité biologique.

Les transphobes conservateurs estiment donc que des hommes

voudraient profiter de ces soi-disant « privilèges » accordés aux femmes en s'infiltrant – par leur transition de genre – pour gagner des médailles, pour gagner des postes, etc. Les hommes trans quant à eux seraient stupides, car ils penseraient que transitionner leur permettrait d'être tranquilles.

Cette façon-là de concevoir les personnes trans n'est pas la même que celle des féministes citées précédemment, mais c'est elle qui domine aujourd'hui. Il y a eu des tentatives pour introduire celle-ci dans le mouvement féministe, mais cela n'a pas marché, notamment dans des pays comme la France avec une forte tradition féministe de rue. C'est là que la question des enfants a émergé, théorisée par le camp conservateur suite à l'échec que fut pour lui l'égalité acquise des personnes homosexuelles dans l'accès au mariage.

Là-dessus se sont greffées des personnes du mouvement antichois, notamment aux États-Unis, avec les mêmes médecins et les mêmes organisations qui mettaient beaucoup d'argent pour dire que l'avortement était très dangereux se sont mis à dire que la transition de genre était très dangereuse également. Au Royaume-Uni, une organisation comme CitizenGO luttait au départ contre le droit au mariage des personnes de même sexe et contre le droit à l'avortement, avant de se focaliser aujourd'hui contre la transiden-

tité. C'est une réactivation des campagnes contre la « théorie du genre » du début des années 2010 : à l'époque c'était sur le féminisme et l'homosexualité ; aujourd'hui c'est sur les personnes trans, le féminisme et l'homosexualité.

Comment s'organisent les transféministes face l'offensive transphobe (aux USA comme en Europe) ? De quels ressorts disposent-elles ?

Les militant·es occupent l'espace public, mais je n'ai pas de connaissance d'une organisation trans qui en serait le porte-voix. Paradoxalement, le mouvement trans a réussi parce que ce sont les organisations LGBT et féministes relativement mainstream qui se mobilisent en solidarité avec lui. Il y a certes des dates spécifiquement trans (comme la journée du souvenir trans) et des luttes spécifiquement trans, avec toute une histoire d'auto-organisation des personnes trans. Beaucoup de choses se passent également en ligne – peut-être trop par rapport à ce qu'il faudrait organiser physiquement.

Face à un État ouvertement hostile, les politiques de plaidoyer sont forcément moins efficaces. Des activistes s'organisent malgré tout pour porter plainte contre la politique de Donald Trump, dans une approche de *lawfare*. D'autres groupes se préparent à l'autodéfense, parfois même au maniement des armes.

Le mouvement trans défend un groupe qui compte un faible nombre de personnes concernées, alors il y a une nécessité de pratiquer le happening et la mise en scène. Cela permet de radicaliser des camarades, notamment pour faire comprendre que la violence antiféministe et la violence anti-trans ont la même source – tout comme la violence raciste. Malgré son faible nombre, le mouvement trans repose à la fois sur le soutien communautaire et le militantisme explicite, il a donc besoin de coordination avec les autres luttes. En France, des organisations comme Toutes des femmes avec sa campagne « Juge pas mon genre » participent notamment à cette convergence des luttes.

Pour reprendre le titre d'un livre de Cornelia Möser et Marion Tillous, le mouvement trans lutte avec, sans et contre l'État à la fois. Avec l'État, parce qu'il est nécessaire de lutter pour obtenir des droits qui améliorent les conditions matérielles d'existence des personnes trans au quotidien. Sans l'État parce qu'il ne s'agit pas d'attendre que celui-ci sauve les personnes trans de lui-même, ces dernières comptant avant tout sur le soutien communautaire. Contre l'État, parce que celui-ci reste finalement une épée de Damoclès sur les vies trans, qui peut s'abattre à tout moment.

Propos recueillis par Antoine Dubiau

Margot Mahoudeau anime la newsletter *Panique à bord* qui décrypte les paniques morales conservatrices et réactionnaires.

PANIERES DE LÉGUMES POUR TOUSTES!

Le contenu du panier de courses est l'un des premiers indicateurs de l'inflation. Toujours plus de ménages renoncent à des produits biologiques régionaux, souvent trop onéreux, au profit de marques bas de gamme. Au Conseil Général de Neuchâtel, solidarités a déposé une motion à ce sujet.



Plusieurs producteur·ices proposent des paniers de légumes à Neuchâtel. Mise en panier chez Rage de Vert, Thielle-Wavre.

Les produits bon marché sont généralement issus de l'agro-industrie, peu soucieuse de l'environnement, du bien-être animal et des conditions de travail. Pourtant, manger des aliments de bonne qualité ne devrait pas être un luxe. En plus de faire face à la concurrence des produits importés, les paysan·nes suisses subissent déjà fortement le dérèglement climatique. Selon les données récentes d'Agroscope publiées fin 2024, les revenus agricoles par exploitation ont connu une baisse annuelle moyenne de 2,4 % en 2023. Quant à la grande distribution, qui possède les trois quarts du marché de

produits biologiques, elle continue d'être épinglée pour ses marges indécentes.

L'agriculture contractuelle de proximité (ACP), appelée généralement « les paniers de légumes », permettent d'éviter ces intermédiaires entre les producteur·ices et les consommateur·ices. Les exploitations à taille humaine, écologiques, sociales et solidaires renforcent la souveraineté alimentaire.

Au début de la période Covid, les abonnements aux paniers de légumes ont rencontré un véritable succès. Avec l'inflation et les crises actuelles, cet engouement est malheureusement retombé. L'ACP subit

la même pression que l'agriculture en général et la petite taille des exploitations accentue davantage leurs difficultés financières. Baisser les prix n'est pas envisageable, car les tarifs pratiqués permettent juste d'assurer un salaire minimum aux employé·es.

Pour soutenir à la fois les ménages à bas revenus et des alternatives de production et de distribution de produits agricoles régionaux, il est indispensable que les politiques publiques interviennent. C'est dans ce but qu'Uniterre a interpellé les élu·es communaux·ales pour proposer la subvention des paniers de légumes

auprès des personnes possédant la Carte Culture Caritas. Cette initiative a déjà été mise en place à Prilly.

À Neuchâtel, le Conseil général se prononcera en mars pour soutenir ou non cette initiative. En cas d'acceptation, le Conseil communal devra étudier comment subventionner les abonnements aux paniers de légumes pour les rendre accessibles aux ménages en situation de précarité.

À travers cette initiative, la Commune a la possibilité de lutter contre les inégalités et la pauvreté, préserver l'environnement et soutenir l'économie locale.

Mila Meury-Touré

LES ARCHIVES CONTESTATAIRES FONT PEAU NEUVE

Les Archives contestataires ont récemment déménagé dans de nouveaux locaux à la Jonction. Entretien avec l'un des permanents, Frédéric Deshusses.

Peux-tu présenter ces archives ?

Créées en 2007, elles résultent de deux initiatives : la collecte des archives du MLF depuis les années 1990 et celle des acteur·ices du 68 étudiant genevois, lancée à l'approche des 40 ans de Mai 68. Ces deux groupes ont décidé de fonder une structure commune pour

centraliser et conserver leur patrimoine : les Archives contestataires.

Aujourd'hui, la collection comprend environ 3500 brochures, 120 à 150 titres de périodiques, un millier d'ouvrages et 1600 affiches. Un programme récent a permis la numérisation de 800 cassettes audio issues d'émissions

de radio féministes. L'ensemble est trié, catalogué et consultable.

Qu'est-ce qui a changé depuis votre déménagement ?

Ce qui est important dans ce déménagement, c'est le partage de locaux avec le collège du travail, un autre fond d'archive

spécifiquement dédié au mouvement ouvrier. On reste deux entités séparées, mais les deux collections sont dans le même lieu et permettent de réunir des mouvements qui, bien que parfois rempli d'animosité les uns envers les autres, sont liés et issus d'une tradition de lutte commune.

Comment peut-on contribuer aux archives ?

Alors si parmi votre lectorat, des personnes ont conservé des documents, elles peuvent nous contacter par mail ou venir durant nos heures d'ouvertures. Déposer les documents à Genève n'est pas une obligation et on peut rediriger les personnes vers d'autres fonds si elles le préfèrent, l'important c'est de conserver le patrimoine !

Propos recueillis par Clément Bindschaedler

BAD BUNNY: MUSIQUE POPULAIRE ET RÉSISTANCE

Le 5 janvier 2025, Bad Bunny livrait son dernier album studio *DeBÍ TirAR Más FOTOS* (DTmF). L'opus connaît immédiatement un immense succès avec plus de 100 millions de streams par jour pendant plus de 20 jours consécutifs, plaçant l'artiste portoricain dans le top des artistes les plus écoutés au monde. Après plus d'un mois d'écoute compulsive, permettons-nous de livrer une ébauche d'analyse sur un phénomène populaire qui ne saurait être ignoré.

L'immense popularité de la musique dite « latino » n'a pas toujours été une évidence. Les artistes hispanophones ont longtemps été minoritaires dans l'industrie musicale étasunienne et européenne. Celle-ci étendait son hégémonie sur les ondes latino-américaines, à la faveur notamment des régimes contre-révolutionnaires des années 1950-1980, soutenus par les USA. Elvis *contra* Violeta Parra, la bataille culturelle se joue aussi dans les salles de concert et les studios radiophoniques.

À la fin des années 1980, des producteurs issus de la communauté cubaine de Miami, proposent une fusion entre des rythmes cubains, colombiens et de la pop, la *latinpop*. Ce style est destiné au public hispanophone issus des diasporas et plus largement au public étasunien. Produite en tubes de l'été, en hymnes de coupe du monde avec des versions en anglais et en espagnol des mêmes chansons, la *latinpop* s'impose progressivement partout dans le monde jusqu'à triompher au milieu des années 2010.

Exemple ultime, l'icône *Despacito* (Luis Fonsi × Daddy Yankee) va cumuler plus de 4,6 milliards de vues sur YouTube durant l'été 2017 et faire vibrer nos cellules à jamais. Néanmoins, les conditions de pro-

duction de ces artistes, inféodées aux logiques prédatrices de l'industrie musicale étasunienne, laissent peu de place à l'expérimentation et à la diffusion de l'immense diversité des musiques populaires d'Abya Yala.

Par et pour Porto Rico, l'identité et la résistance

Le succès mondial de Bad Bunny s'inscrit dans la continuité de cette histoire, mais avec une démarche artistique à rebours de celle de la *latinpop*. S'entourant de producteurs et de musiciens portoricains, l'artiste, issu de la trap et du reggaeton, s'applique à honorer et s'approprier la culture musicale traditionnelle de son île. Réinterprétant des classiques de salsa, de bolero, de *perreo* mais aussi de plena, styles typiques des classes populaires portoricaines, en les mixant avec de la *latinpop* et de la *musica urbana*, il rend possible une identification intergénérationnelle autour de sa musique. En témoigne les milliers de vidéos de jeunes portoricain-es dansant dans leur cuisine avec leurs grands-parents au son de *BAILE INOLVIDABLE*, un pur titre salsa issu de DTmF.

Mais au-delà du phénomène culturel, l'immense succès de l'album tient au fait qu'il aborde frontalement la réalité sociale et politique de la société portoricaine.

Bien que son autonomie se soit sensiblement développée récemment, Porto Rico – territoire colonisé d'abord par l'Espagne puis par les USA – conserve toujours un statut subalterne; les portoricain-es ne disposant pas des mêmes droits que leurs concitoyen-es étasuniens-es.

En ce sens, les titres *BOkeTE* et *PIToRRO DE COCO* font référence à la désaffection des services publics – de l'état des routes aux coupures d'électricité qui sont le quotidien des habitant-es de l'archipel confronté-es à une crise sociopolitique majeure – sur fond d'inflation et de catastrophes environnementales.

Les morceaux *TURiSTA* et *LO QUE PASÒ A HAWAii* dénoncent les enjeux liés au tourisme de masse et aux phénomènes de gentrification qui rongent l'île, mais aussi les effets de la politique coloniale de Washington. Accompagnant la sortie de l'album, un clip de 12 minutes met en scène les déambulations d'un vieux portoricain confronté à la disparition des lieux de vie collectifs de son quartier, remplacés par des cafés branchés et hors de prix. Cette peur de la disparition, associée à la nostalgie de ce qui a été perdu, on la retrouve dans le titre *DeBÍ TirAR Más FOTOS* qui a été utilisé comme bande sonore par des centaines de jeunes

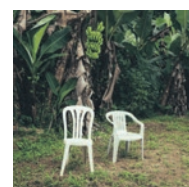
palestinien-es filmant leur retour dans leur maison à Gaza après le cessez-le feu.

Musique populaire × Luttes sociales

Si l'album permet cette double identification culturelle et sociale qui explique son immense succès dans la communauté portoricaine, son triomphe mondial tient au fait qu'il aborde des thèmes universels. La colonisation, la gentrification et la crise du néolibéralisme sont les dénominateurs communs de la mise en mouvement des populations en résistance, à Porto Rico comme partout ailleurs.

De la *Nueva Canción* à la Folk ou au Hip-Hop, la musique populaire, au sens de produire pour les classes populaires, qui parle de leurs réalités, a toujours accompagné les luttes sociales. N'en déplaise aux tièdes et aux puristes, l'heure est venue du reggaeton en manif. Il était temps.

Gaara ■



Bad Bunny, *DeBí Tirar Más Fotos*, San Juan, Rimas Entertainment, 2025

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

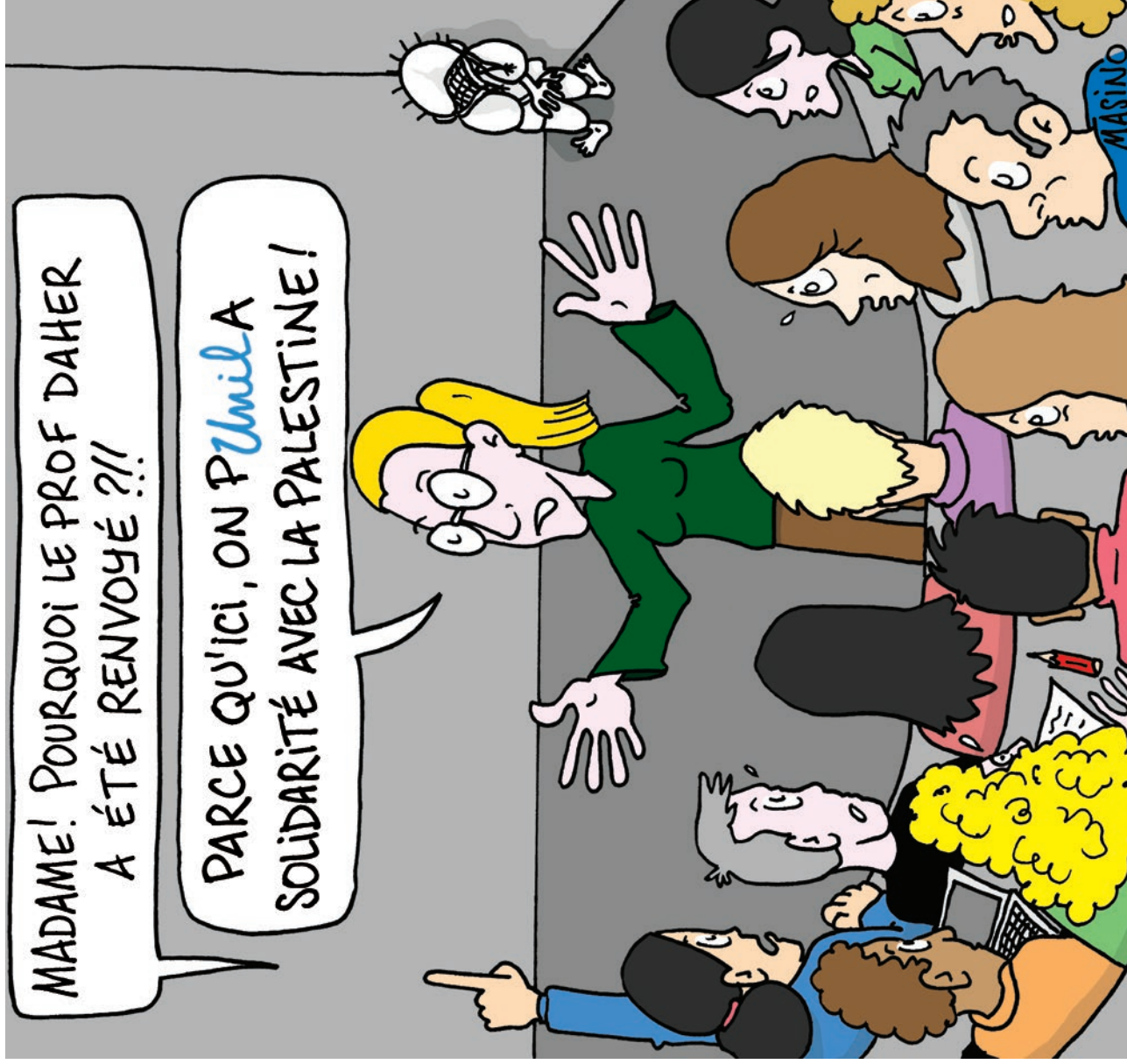
**SOUTENEZ-
NOUS,
ABONNEZ-
VOUS!**

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40



Sommaire

3	National Aide internationale : toutes ses formes	12-13	Queer La transphobie, cheval de Troie des idées réactionnaires	14	Neuchâtel Paniers de légumes pour touxtes! Genève Les Archives contestataires font peau neuve	15	À écouter Bad Bunny: musique populaire et résistance
4	Éducation Une fin de contrat aux allures de répression	10-11	International Trump, Poutine et la guerre en Ukraine: Le réveil douloureux de l'Europe face à la montée du fascisme mondial				
5	Agriculture Sourd aux critiques, le gouvernement suisse persiste avec l'accord Mercosur	9	En mouvement Récompense collective pour Die Linke				
6-7	Neuchâtel La bourgeoisie suisse préfère la désunion						
8	International Nouvel épisode de la guerre des minerais en RDC						